



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 25 avril 2024

La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

à

Monsieur le Préfet de Maine et Loire
Direction de l'Interministérialité et du
Développement Durable
Bureau des Procédures Environnementales
et Foncières

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
Autorisation environnementale unique
Phase de décision

Société : EPC COLIBRI
Commune : SEGRE-EN-ANJOU BLEU
N° S3IC : 0006306601

Date du dépôt du dossier de demande par l'exploitant : 30/01/2023

Portée de la demande :

- ☐ Nouveau projet (établissement nouveau)
☐ Extension - Modification
☐ Régularisation
☐ Prolongation / renouvellement

Situation de l'établissement :

- ☐ En projet
☐ En fonctionnement

Copie à :

DREAL (SRNT) – Dossier – Chrono – Enregistrement GUN



Tel : 02 72 16 42 20

Mel : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy - CS80145 49183 Saint Barthélemy d'Anjou

Type de demande et champs réglementaires couverts par la demande :

- ☐ **Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)** – article L.181-1-2° du Code de l'environnement
- ☐ Autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux, aménagements soumis à la loi sur l'eau (IOTA) – article L.181-1-1° du Code de l'environnement
- ☐ Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000
- ☐ Agrément ou déclaration pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM)
- ☐ Agrément pour le traitement de déchets
- ☐ Autorisation de défrichement
- ☐ Autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité
- ☐ Autorisation au titre des obstacles à la navigation aérienne pour les projets éoliens
- ☐ Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (GES)
- ☐ Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles (articles L.332-6 et L.332-9)
- ☐ Autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance de classement (art. L.341-7 et L.341-10)
- ☐ Déclaration ICPE
- ☐ Déclaration IOTA
- ☐ Dérogation espèces protégées/protection faune et flore (article L.411-2)
- ☐ Enregistrement ICPE

Régime actuel de l'établissement (si en fonctionnement) :

- ☐ Seveso SH
- ☐ A, et en particulier :
 - ☐ IED
 - ☐ Seveso SB
- ☐ E
- ☐ DC / D
- ☐ Non classé

Priorités d'actions :

- ☐ Établissement prioritaire national (EPN)
- ☐ Établissement à enjeux (PMI3)
- ☐ Établissement autre (PMI7)

Régime futur de l'établissement :

- ☐ Seveso SH
- ☐ A, et en particulier :
 - ☐ IED
 - ☐ Seveso SB

Dossier comprenant une :

- ☐ Étude d'impact
- ☐ Étude d'incidence (suite procédure 'cas par cas')

Le dossier de demande d'autorisation a été déposé le 30/01/2023 sur GUN.

Par ailleurs, par courrier en date du 10 août 2023, l'exploitant a informé le préfet du changement de raison sociale au profit de EPC COLIBRI.

Enfin, un dossier de porter à connaissance pour le suivi post-exploitation d'un casier de stockage de déchets d'amiante lié et modification de l'usage futur de la zone a été déposé en juillet 2023.

Le présent rapport d'examen fait la synthèse du dossier initial, de la lettre de changement de raison sociale et du porter à connaissance précité.

1 - Enjeux du projet

Le projet et ses enjeux sont décrits de façon détaillée dans la note de présentation figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter remis par l'exploitant (consultable sur la plate-forme ANAE).

Ne sont repris ici, puis développés dans la suite de ce rapport, que les enjeux principaux sur lesquels l'inspection des installations classées souhaite attirer l'attention.

1.1 - Les enjeux principaux du projet

La demande d'autorisation porte sur une poursuite de l'exploitation actuelle augmentée de 3 ans par rapport à l'autorisation du 15/02/2019, avec une rehausse des casiers de stockage de déchets non dangereux contenant de l'amiante. De ce fait, les enjeux identifiés sont réduits aux points suivants :

Les éléments techniques sur la rehausse des casiers de stockage de déchets sont un élément important du dossier de demande.

Les arguments sur la prolongation de la durée de vie du site seront examinés en lien avec le plan en vigueur sur la gestion des déchets, les objectifs visés à l'article L.541-1 du code de l'environnement (dont ceux issus de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et le respect du principe de proximité) et la politique appliquée au niveau de la région Pays-de-Loire.

1.2 - La compatibilité aux documents d'urbanisme

La demande ne porte sur aucun accroissement de la surface déjà autorisée.

Le PLU de la commune de Segré-en-Anjou Bleu a fait l'objet d'une mise à jour, il a été approuvé le 22/01/2019.

D'après le plan de zonage du PLU, le projet est situé en zone UYs. La zone « UY » correspond aux secteurs accueillant des activités économiques. Elle comprend un secteur UYs au sein duquel ne sont autorisés que les affouillements, exhaussements du sol, activités nécessaires et connexes en lien avec les activités d'enfouissement de déchets autorisés dans la zone.

L'exploitant a indiqué que le projet est compatible avec le PLU.

1.3 - Les droits fonciers

L'exploitant justifie dans sa demande la maîtrise foncière des terrains concernés par le projet : une partie des parcelles sont la propriété de 2B RECYCLAGE et l'autre partie des parcelles fait l'objet d'un accord écrit sous forme d'un acte notarié du propriétaire des terrains pour un usage d'installation de stockage de déchets inertes et de déchets d'amiante valide pour la période d'exploitation et de suivi long terme avec la société MAKALON.

Parcelles cadastrales du site	Lieu-dit	Commune	Superficie totale	Etat de maîtrise foncière
A 208	Petit Beauveau	Segré-en-Anjou Bleu	1 ha 37 a 20 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 352	Pièce de la Fontaine	Segré-en-Anjou Bleu	1 ha 32 a 35 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 356	Pré du Doit	Segré-en-Anjou Bleu	6 ha 17 a 09 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 370	La Table	Segré-en-Anjou Bleu	1 a 25 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 374	Pré du Doit	Segré-en-Anjou Bleu	5 a	Propriété 2B RECYCLAGE
A 375	Grand Pré	Segré-en-Anjou Bleu	1 a 25 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 376	Grand Pré	Segré-en-Anjou Bleu	1 a 87 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 435	Petit Pré	Segré-en-Anjou Bleu	1 a 25 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 437	Petit Pré	Segré-en-Anjou Bleu	14 a 69 ca	Propriété 2B RECYCLAGE

Parcelles cadastrales du site	Lieu-dit	Commune	Superficie totale	Etat de maîtrise foncière
A 546	Grand Pré	Segré-en-Anjou Bleu	1 ha 57 a 03 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 555	Pièce du Moulin	Segré-en-Anjou Bleu	11 a 25 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 557	Le Pommier	Segré-en-Anjou Bleu	14 a 60 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 559	Le Beauveau	Segré-en-Anjou Bleu	2 ha 34 a 70 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 562	Le Beauveau	Segré-en-Anjou Bleu	2 ha 34 a 70 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 563	Le Beauveau	Segré-en-Anjou Bleu	1 a 10 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 565	La Friche	Segré-en-Anjou Bleu	1 a 18 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 567	La Vallée	Segré-en-Anjou Bleu	3 a 75 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 570	Petit Pré	Segré-en-Anjou Bleu	47 a 50 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 571	Buttes de Tirande	Segré-en-Anjou Bleu	13 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 760	Pièce du Rocher	Segré-en-Anjou Bleu	2 ha 53 a 20 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 762	La Varrie	Segré-en-Anjou Bleu	1 ha 27 a 43 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 189	Le Chemin	Segré-en-Anjou Bleu	7 a 10 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 190	La Peurière	Segré-en-Anjou Bleu	18 a 30 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 192	La Grée	Segré-en-Anjou Bleu	16 a 43 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 194	Petite Vallée	Segré-en-Anjou Bleu	2 ha 04 a 35 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 195	La Butte	Segré-en-Anjou Bleu	25 a 90 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 427	Grée d'en bas	Segré-en-Anjou Bleu	1 a 56 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 428	Pré Neuf	Segré-en-Anjou Bleu	50 a 94 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage

Parcelles cadastrales du site	Lieu-dit	Commune	Superficie totale	Etat de maîtrise foncière
A 429	Pré Neuf	Segré-en-Anjou Bleu	16 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 544	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	87 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 573	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	36 a 93 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 574	La Peurière	Segré-en-Anjou Bleu	69 a 28 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 732	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	3 a 86 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 759	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	71 a 85 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 761	La Varrie	Segré-en-Anjou Bleu	8 a 62 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 763	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	15 a 99 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage
A 765	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	21 a 51 ca	Propriété société MAKAON – Location à 2B Recyclage

La réglementation au titre de l'article 7 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux demande l'instauration d'une bande d'isolement des 200 mètres inconstructibles autour des casiers, le but étant d'éviter tout usage des terrains périphériques incompatible avec l'activité du site. En complément, l'article 39 du même arrêté précise que la bande d'isolement de 200 mètres peut être réduite à 100 mètres pour les casiers de stockage recevant uniquement des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante. Ainsi, dans le présent projet, la bande d'isolement requise sera réduite à 100 mètres.

Le tableau ci-dessous synthétise l'état de maîtrise foncière de la bande des 100 mètres.

Parcelles cadastrales dans la bande des 100 m	Lieu-dit	Commune	Superficie totale	Etat de maîtrise foncière de la bande des 100m
A 545	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	96 a 73 ca	Convention (Propriété MAKAON)
A 546	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	1 ha 57 a 03 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 356	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	6 ha 17 a 09 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 541	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	94 a 39 ca	Convention (Propriété MAKAON)

Parcelles cadastrales dans la bande des 100 m	Lieu-dit	Commune	Superficie totale	Etat de maîtrise foncière de la bande des 100m
A 762	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	1 ha 27 a 43 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 208	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	1 ha 35 a 82 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 562	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	1 ha 24 a 23 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 559	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	2 ha 34 a 70 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 760	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	2 ha 53 a 20 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 564	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	1 ha 37 a 90 ca	Convention (Propriété Mme DUVACHER)
A 561	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	5 a 88 ca	Convention (Propriété Mme DUVACHER)
A 571	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	10 ca	Propriété 2B RECYCLAGE
A 679	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	1 ha 07 a 23 ca	Convention (Propriété Mme DUVACHER)
A 213	La Reutière	Segré-en-Anjou Bleu	1 ha 11 a 30 ca	Convention (Propriété Mme DUVACHER)

En ce qui concerne la bande des 100 m, dans le dossier, il est indiqué que la société 2B RECYCLAGE a mis en place, pour les parcelles dont elle n'a pas la maîtrise foncière, des conventions de servitudes en date du 13/04/2021 avec les propriétaires des parcelles concernées par cette bande d'isolement des 100 mètres pour la durée d'exploitation et la période de suivi du site du projet de rehausse.

1.4 Objet de la demande

La société 2B RECYCLAGE exploite depuis 2002 une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante et une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit «La Reutière » sur la commune l'Hôtellerie-de-Flée, commune déléguée de Segré-en-Anjou.

Les activités actuelles sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°DIDD-2019-47 du 15 février 2019 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DIDD-2022-138 du 31 mai 2022.

Dans la présente demande, l'exploitant sollicite l'autorisation de rehausser de 8 m la hauteur de son casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante actuellement autorisé, ce qui induit une exploitation de 3 ans supplémentaires et une capacité supplémentaire de stockage de 124 567 m³. Cette réhausse permettra d'harmoniser la remise en état du site.

L'origine géographique des déchets admis reste la même que celle autorisée à l'article 1.2.5 de l'arrêté du 15/02/2019, à savoir qu'elle n'est pas limitée mais le principe de proximité est recherché et les provenances très éloignées restent limitées et justifiées dans le rapport annuel d'activités.

Les déchets admis restent les mêmes que ceux définis aux articles 1.2.4 de l'arrêté du 15/02/2019 et 1.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/05/22.

Les horaires d'ouverture demeurent identiques : du lundi au jeudi de 8h à 12h – 13h30 à 18h et le vendredi de 8h à 12h – 13h30 à 16h30 toute l'année.

2 - Classement des installations

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.181-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans les tableaux ci-dessous.

Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
2760-2b)	Installations de stockage de déchets , à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a	Déchets d'amiante : 16 000 t/an en moyenne, 20 000 t/an au maximum 110 t/j maxi capacité totale de 237 967 m ³	A	1 km	b
3540-1	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes 2. Autres installations que celles classées au titre du 1 lorsqu'elles reçoivent plus de 10 tonnes de déchets par jour	177 917 t (densité 0,7)	A	3 km	b
2760-3	Installation de stockage de déchets inertes	Déchets inertes : 7000 t/an, soit 3890 m ³ /an	E		b
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Autres cas	< 1t	DC		b

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Présence de 6 piézomètres du site	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface interceptée 11,27 ha	D

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha	Assèchement de 2 mares temporaires d'une surface totale de 1545 m ²	D

* Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

La portée de la demande concerne les installations repérées (b).

L'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED ». La décision d'exécution n°2018/1147 du 10 août 2018 établit les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associés à ces meilleures techniques disponibles.

Le site relève de la directive européenne, dite IED, sous l'unique rubrique 3540, cette rubrique étant la rubrique principale.

3 - Politique de gestion des déchets

La demande rappelle que l'installation de stockage acceptera les mêmes déchets qu'actuellement, à savoir les déchets suivants :

Code déchets	Description	Typologies de déchets
17 08 01*	Matériaux de construction à base de gypse contaminés par des substances dangereuses	Peintures ou enduits amiantés sur support plâtre, bandes calicots amiantés fixées sur plaques de plâtre, enduits plâtreux amiantés sur support
17 06 05 *	Déchets d'aggrégats d'enrobés bitumineux amiantés	Déchets d'aggrégats (croûte ou fraisâts), d'enrobés bitumineux amiantés sans goudron dont la teneur en HAP est < 50 mg/kg MS
17 05 03 *	Terres et cailloux contenant des substances dangereuses	Déchets de terres naturellement amiantifères et déchets de terre en mélange avec de l'amiante
17 01 06 *	Matériaux de construction contenant de l'amiante	Supports inertes (bétons, briques, tuiles, céramiques) revêtus de peintures, d'enduits ou de colles amiantées, de joints ou de mastics amiantés Béton, gravats amiantés
17 02 04 *		Dalles vinyles amiantées, moquettes amiantées – Câbles amiantés Supports non inertes (bois, plastiques, métal, plâtre, etc.) revêtus de peintures, colles, joints ou mastics amiantés
17 04 09 *		Panneaux sandwichs dont les faces sont en matériaux amiantés
17 06 01 *		
17 06 05 *		Éléments en fibrociment : plaques, ardoises, canalisations et leurs débris
17 09 03 *		Déchets d'amiante en mélange avec d'autres déchets inertes et/ou non dangereux

L'installation de transit acceptera les déchets d'équipement de protection individuels issus des opérations de désamiantage, sous le code 15 02 02*.

Le pétitionnaire considère que le projet de rehausse du casier amiante est compatible avec le Plan National de Gestion des Déchets.

Le pétitionnaire indique que l'état des lieux du PRPGD Pays-de-Loire approuvé le 17/10/2019, mentionne son site, et met en avant le fait que la distance maximale à couvrir pour atteindre un exutoire acceptant les déchets d'amiante lié est de l'ordre de 100 km.

Le pétitionnaire mentionne également que 2B Recyclage dispose d'un service dédié à l'accompagnement des particuliers, artisans et professionnel dans la gestion de leurs déchets d'amiante. Ce service communique sur les bonnes pratiques (protection, conditionnement...).

Le site 2B Recyclage de Noyant La Gravoyère dispose d'un point d'accueil des particuliers avant traitement sur le site de Segré en Anjou (ancienne commune de l'Hôtellerie de Flée). Le site de Segré en Anjou dispose d'un point d'accueil des professionnels.

Le pétitionnaire conclut que le projet de rehausse est compatible avec les préconisations du PRPGD des Pays de la Loire.

4 - Compatibilité avec les plans, programmes, schémas

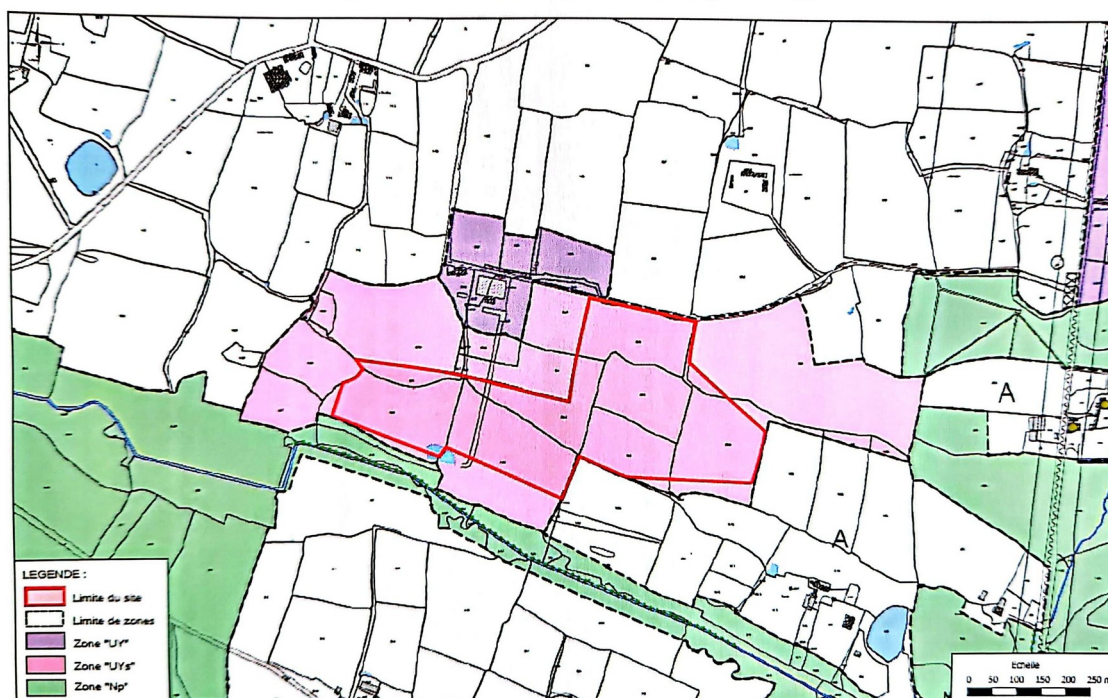
4.1 PLU

La demande ne porte sur aucun accroissement de la surface déjà autorisée.

Le PLU de la commune de Segré-en-Anjou Bleu a fait l'objet d'une mise à jour, il a été approuvé le 22/01/2019.

D'après le plan de zonage du PLU, le projet est situé en zone UYs. La zone « UY » correspond aux secteurs accueillant des activités économiques. Elle comprend un secteur UYs au sein duquel ne sont autorisés que les affouillements, exhaussements du sol, activités nécessaires et connexes en lien avec les activités d'enfouissement de déchets autorisés dans la zone.

Figure 51 : Extrait du plan de zonage du PLU



CS Scanné avec CamScanner

La demande d'autorisation concernant la rehausse du casier amiante est compatible avec les documents d'urbanisme fixant l'utilisation des sols sur la commune.

4.2 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne 2022-2027

Les eaux pluviales du site sont collectées par des fossés et dirigées vers les lagunes avant rejet au milieu naturel. Un réseau de drains a été mis en place en fond de casier afin de collecter les eaux. Les eaux de la Richardais sont surveillées en amont et en aval du site annuellement.

6 piézomètres sont installés sur le site afin de surveiller la qualité des eaux souterraines.

Une zone humide de compensation a été créée en octobre 2018, dans le cadre du précédent projet. Le suivi environnemental de cette zone humide a été joint au dossier. Des recommandations afin d'améliorer la capacité d'accueil d'amphibiens ont été faites, à savoir la création de zones ouvertes sans végétation et une fauche tardive en période sèche pour limiter la fermeture du milieu par le développement d'aulne glutineux et maintenir la végétation basse de la mare.

Compte tenu des différents choix techniques retenus par l'exploitant, le projet de 2B Recyclage ne remet pas en cause les objectifs fixés dans le SDAGE.

4.3 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Oudon

Le projet de rehausse du casier d'amiante ne remet pas en cause l'atteinte des objectifs du SAGE du Bassin de l'Oudon.

En effet, le projet n'a pas d'impact qualitatif et quantitatif supplémentaire sur le cours d'eau de l'Oudon. Par ailleurs, la consommation d'eau ne sera pas augmentée dans le cadre du projet de réhausse. Le projet n'a pas d'impact sur les zones humides identifiées.

4.4 SRADDET

Le projet de rehausse du casier d'amiante est en phase avec les orientations du SRADDET des Pays de la Loire, le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) ayant été intégré au SRADDET adopté le 7 février 2022.

En particulier, la zone de chalandise est identique à celle de l'exploitation actuelle :

- l'origine des déchets amiantés n'est pas limitée mais le principe de proximité est recherché.
- l'origine des déchets inertes applique également le principe de proximité : seuls 10% maximum des déchets ne proviennent pas de Maine-et-Loire et des départements voisins. Les déchets de provenance très éloignés sur limités et justifiés dans le rapport annuel d'activité.

L'extension en rehausse du casier de stockage de déchets de construction contenant de l'amiante va permettre de pérenniser un exutoire local pour les travailleurs du BTP.

2B Recyclage dispose également d'un point d'accueil des déchets d'amiante des particuliers sur son site de Noyant La Gravoyère (49). Les déchets sont ensuite envoyés vers le site de traitement de L'Hôtellerie de Flée (49).

4.5 Schéma de Cohérence Territoriale de l'Anjou bleu

Le présent projet est compatible avec le SCOT de l'Anjou bleu. Il intègre l'objectif de développement économique du territoire et de préservation des ressources par l'extension de son ISDND au sein de l'emprise ICPE autorisée.

5 - Prévention des risques chroniques et des nuisances

5.1 Rehausse de l'installation de stockage de déchets

Le principal objectif de la demande d'autorisation porte sur la poursuite de l'exploitation du site en utilisant une technique de rehausse des casiers de stockage de déchets amiantés.

La superficie concernée par la demande est la même que sur l'emprise du site existant. Le casier amiante est divisé en 4 sous-casiers. A l'heure actuelle, le sous-casier 4 est exploité et recouvert provisoirement et le sous-casier 3 est en cours d'exploitation. Les autres sous-casiers sont aménagés, mais en attente d'exploitation.

L'emprise des déchets du 2nd niveau (projet de rehausse) sera entièrement comprise dans celle de la digue périphérique et de la Barrière de Sécurité Passive (BSP) du 1^{er} niveau. Une banquette périphérique d'environ 5 m de large servira à la circulation des engins d'exploitation autour du casier en exploitation. Une couverture provisoire d'environ 0,3 m sera mise en place sur le toit du 1^{er} niveau dans l'attente de l'exploitation du niveau de rehausse. Cette couverture provisoire pourra être décapée avant l'exploitation du 2^d niveau.

Le site actuel dispose d'une barrière passive des casiers inférieurs conforme en fond et en flanc à l'article 40 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, à savoir une perméabilité inférieure à 10^{-7} m/s sur au moins 1 m d'épaisseur en fond de casier et une perméabilité inférieure à 10^{-7} m/s sur au moins 0,5 m d'épaisseur sur les flancs.

La BSP a été constituée avec les déblais du site les plus favorables en fond et flancs de casier. En talus, la BSP a été reconstituée par remblais excédentaires sur une épaisseur de 1 m perpendiculairement au talus.

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer la stabilité du massif de déchets et à ne pas altérer l'efficacité de la BSP.

Un dispositif de drainage gravitaire des eaux souterraines permettant la mise hors d'eau de la BSP est mis en place.

Les principes d'exploitation du 2nd niveau resteront similaires à ceux du 1^{er} niveau. L'alvéole en réhausse sera exploitée en bande. Une rampe d'accès sera aménagée depuis l'extérieur de l'alvéole pour y déposer les déchets, stockés sur palette filmée, en body benne ou double sac étanche fermé.

Les talus extérieurs de déchets seront en forme de marches d'escalier de 2,5 m de haut et de 5 m de large. La pente des talus périphériques sera de 2H/1V. La hauteur maximale de déchets du 2nd niveau de rehausse sera de 7,5 m par rapport au toit du 1^{er} niveau, soit une hauteur maximale des 2 niveaux de 15,5 m.

Une étude de stabilité de la digue périphérique et de la rehausse a été réalisée dans le cadre du présent projet. Les résultats obtenus sont conformes à l'objectif de coefficient de stabilité visé à long terme, à savoir $FS \geq 1,50$.

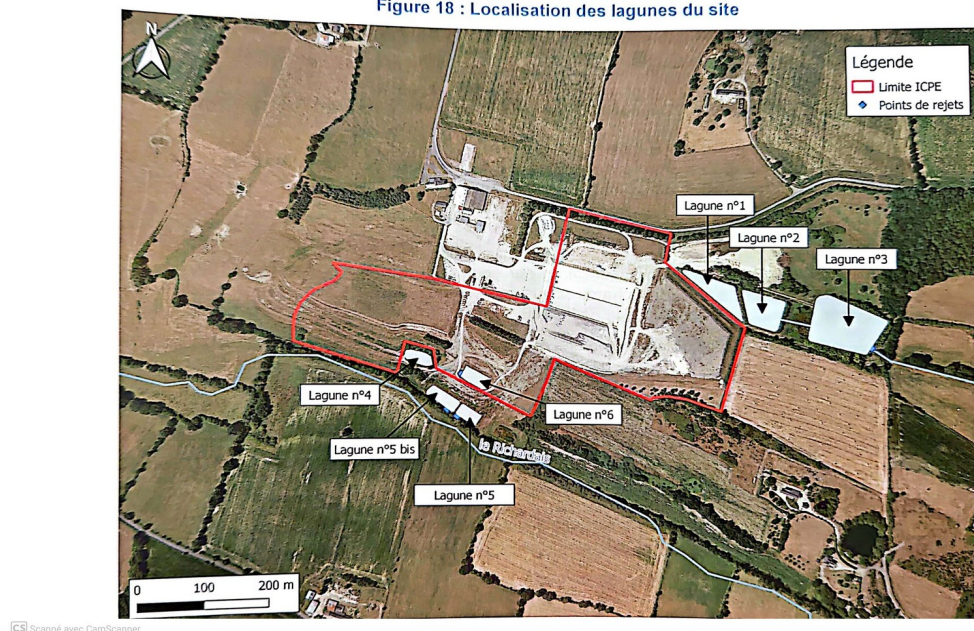
Des calculs de résistance des drains ont également été réalisés et mettent en évidence une bonne correspondance entre la résistance mécanique des drains utilisés et la surcharge que représentera l'exploitation du 2nd niveau.

5.2 Gestion des eaux de ruissellement

Les eaux de ruissellement externes sont récupérées au niveau d'un fossé périphérique, situé le long de la voirie afin qu'elles ne soient pas mises en contact avec l'installation de stockage. Elles sont ensuite infiltrées dans la lagune 5.

Les eaux de ruissellement internes sont recueillies par des fossés qui les dirigent dans les différents bassins. Le site comporte 7 lagunes de gestion des eaux pluviales qui permettent une décantation des effluents avant rejet au milieu naturel, à savoir le ruisseau de la Richardais.

Figure 18 : Localisation des lagunes du site



La lagune n°1 reçoit les eaux de ruissellement de l'ISDI.

La lagune n°4 récupère les eaux de ruissellement et de drainage de la zone amiantée déjà exploitée.

Les lagunes n°5 bis et 6 reçoivent respectivement des eaux de la nappe et de fond de casier du mono- casier amiante qui sera rehaussé.

Les lagunes n°1, 2 et 3 sont reliées entre elles par trop-plein.

Le site dispose de 4 points de rejets vers le milieu naturel au niveau des lagunes n°3, 5, 5bis et 6.

Conformément à l'arrêté du 15/02/2019, des analyses des rejets ainsi que des mesures de la qualité de l'eau dans le ruisseau sont réalisées. D'une manière générale, les résultats des mesures au niveau des rejets des lagunes sont conformes aux valeurs limites prescrites dans l'arrêté et il n'est pas constaté d'impact du site sur la qualité du ruisseau.

Le calcul d'acceptabilité des rejets du site a été fait sur le ruisseau de l'Oudon et non du Richardais (masse d'eau FRGR1124), au vu de l'absence de données sur le Richardais. L'arrêté préfectoral du 15/02/2019 prescrit une surveillance annuelle du milieu récepteur sur les mêmes paramètres que les rejets, sauf les fibres amiantes. Les points de mesure sont situés dans le ruisseau « Le Richardais » en amont et en aval des rejets du site. Après échanges avec la DDT, compte tenu de la difficulté d'avoir des données sur le ruisseau et bien que des estimations du débit d'une masse d'eau similaire auraient pu être utilisées, les dispositions existantes sur le site semblent suffisantes car aucun impact sur le milieu n'est constaté à ce jour.

5.3 Aménagement de la couverture finale

Dès la fin de son exploitation, le casier reçoit une couverture finale composée, du bas vers le haut par :

- une couche anti-érosion composée d'éléments minéraux grossiers d'une épaisseur minimale de 1 m ;
- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale de 0,5 m.

La côte finale sera de 69 m NGF.

La rehausse de l'ISDND, combinée à la conservation d'une géométrie de réaménagement commune ISDND/ISDI pour les raisons d'intégration paysagère, induira également une augmentation du volume de stockage de l'ISDI.

Conformément à l'arrêté, des travaux de végétalisation seront engagés dès l'achèvement de la mise en place de la couverture finale. La flore utilisée sera autochtone et non envahissante, et permettra de maintenir l'intégrité de la couverture.

5.4 IEM et ERS

La seule substance à considérer est l'amiante contenue dans les déchets. Dans le cas d'un fonctionnement normal du site, en aucun cas, de l'amiante sous forme libre ne pourra être émise à l'atmosphère, les déchets étant conditionnés en double enveloppe étanche. L'exploitant indique qu'au regard de ces éléments, du point de vue de la démarche suivie préconisée par la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, il n'y a pas de source identifiée.

Cette démarche est conforme au principe de proportionnalité de la circulaire précitée au regard des enjeux de l'activité.

5.5 Biodiversité

Le projet n'entraîne aucune modification de l'emprise du site. Aucune espèce faunistique ou floristique n'est présente, les terrains ayant été remaniés pour être exploités.

5.6 Impact paysager

Le stockage de 8 m supplémentaires entraînera un impact visuel limité. Un réaménagement harmonieux de la zone combinant ISDND et ISDI est prévu pour rester en cohérence avec ce qui était prévu initialement.

A noter qu'aucune habitation occupée par des tiers n'a de visibilité sur le site.

5.7 Rapport de base

Le dossier de demande de rehausse comporte une actualisation du rapport de base de 2018. Ce rapport identifie les substances dangereuses utilisées, produites ou rejetées dans l'installation.

L'emprise du site n'appartient à aucun périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable.

En 2016, le site avait fait l'objet d'un diagnostic de la qualité des sols dans le cadre de l'implantation du casier amiante qui sera rehaussé dans le cadre du présent projet. Les investigations avaient mis en évidence l'absence de teneurs représentatives d'une pollution significative.

Un suivi des eaux souterraines est en place au niveau de 6 ouvrages. Aucune pollution significative n'est constatée.

Aucune investigation complémentaire n'est préconisée.

5.8 Meilleures techniques disponibles

L'activité principale du site relève de la rubrique 3540 correspondant à une installation relevant de la directive n°2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).

L'exploitant indique qu'elle est associée au « BREF WT » (traitement de déchets) dont les conclusions ont été publiées le 10/08/2018 et transposées dans l'arrêté du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Le positionnement du site par rapport aux MTD WT et par rapport à l'arrêté ministériel du 15/02/2016 a été présenté. Le présent rapport expose l'examen de ce dossier de réexamen par l'inspection des installations classées :

MTD 1 : Mise en place d'un système de management environnemental	2B RECYCLAGE s'engage à développer un système de management intégrant Qualité, Sécurité et Environnement. La société dispose également d'un système de management de la sécurité conforme au référentiel MASE.
MTD 2 : Appliquer des techniques afin d'améliorer les performances environnementales	Le dossier précise les mesures de gestion des déchets prévues par l'arrêté ministériel.
MTD 3 : Etablir et tenir à jour un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air	Les eaux du site sont collectées dans les différentes lagunes en fonction de leur nature. L'exploitant a mis en place un programme de surveillance de ces eaux.

MTD 4 : Appliquer des techniques afin de réduire le risque environnemental associé au stockage des déchets	Le projet prévoit un stockage en réhausse du casier existant. L'exploitation en réhausse permettra de ne pas consommer de surfaces naturelles supplémentaires. Le casier est situé en dehors de zones sensibles.
MTD 5 : Etablir et mettre en œuvre des procédures de manutention et de transfert afin de réduire le risque environnemental associé à la manutention et au transfert des déchets	Le personnel est formé aux opérations de manutention et de transfert des déchets.
MTD 6 : Surveiller les principaux paramètres de procédé pour les émissions dans l'eau	Les effluents aqueux font l'objet d'un programme de contrôle qui précise les paramètres à contrôler, les points de contrôle ainsi que la fréquence, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur et à l'arrêté ministériel du 15/02/2016.
MTD 7 : Fréquence minimale de surveillance pour les rejets dans l'eau	
MTD 8 : Fréquence minimale de surveillance pour les émissions canalisées dans l'air	Le stockage de matériaux de construction contenant de l'amiante n'engendre pas de production d'effluents gazeux.
MTD 9 : Surveiller des émissions atmosphériques diffuses de composés organiques qui résultent de la régénération des solvants usés, de la décontamination des équipements contenant des POP au moyen de solvants et du traitement physico-chimique des solvants en vue d'en exploiter la valeur calorifique	Le site ne réalise pas de régénération des solvants usés.
MTD 10 : Surveiller des odeurs	Compte tenu de la nature des déchets stockés, aucune problématique odeur n'est attendue.
MTD 11 : Surveiller la consommation annuelle d'eau, d'énergie et de matières premières, ainsi que la production annuelle de résidus et d'eaux usées, à une fréquence d'au moins une fois par an	2B RECYCLAGE réalise un suivi annuel de ses consommations d'eau, d'électricité, de carburant. Peu de matières premières sont utilisées sur le site.
MTD 12 : Etablir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du SME, un plan de gestion des odeurs afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs	Compte tenu de la nature des déchets stockés, aucune problématique odeur n'est attendue.
MTD 13 : Appliquer des techniques afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs	Les déchets sont directement stockés dans le casier amiante.
MTD 14 : Appliquer une combinaison appropriée de techniques afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières, de composés organiques et d'odeurs	Le stockage de matériaux de construction contenant de l'amiante n'est pas une source de pollution diffuse. Les déchets sont conditionnés dans des big bags. L'exploitant prévoit un nettoyage régulier du site et de ses abords.
MTD 15 : Appliquer les deux techniques afin de ne recourir au torchage que pour des raisons de sécurité ou pour des situations opérationnelles non routinières	Le stockage de matériaux de construction contenant de l'amiante n'engendre pas de production d'effluents gazeux. Il n'y a donc pas nécessité de recourir au torchage.
MTD 16 : Appliquer les deux techniques afin de réduire les émissions atmosphériques provenant des torchères, lorsque la mise à la torche est inévitable	
MTD 17 : Etablir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du SME, un plan de gestion du bruit et des vibrations afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire le bruit et les vibrations	Dans le cadre de la surveillance du bruit, l'exploitant procède à des campagnes de mesures des niveaux sonores pour vérifier sa conformité avec son arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur. Les vibrations n'ont à ce jour pas été identifiées comme problématique.
MTD 18 : Appliquer les techniques afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire le bruit et les vibrations	

MTD 19 : Appliquer les techniques afin d'optimiser la consommation d'eau, de réduire le volume d'eaux usées produit et d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les rejets dans le sol et les eaux	L'activité de stockage ne nécessite pas l'utilisation d'eau. Les eaux provenant du laveur de roues sont réutilisées dans le laveur en circuit fermé.
MTD 20 : Traiter les eaux usées par une combinaison appropriée de techniques afin de réduire les rejets dans l'eau	Les eaux de ruissellement transitent par les lagunes, sans rejet direct dans le milieu récepteur (ruisseau de la Richardais). Des contrôles annuels sont réalisés dans le Richardais en amont et en aval du rejet. Les eaux sont contrôlées conformément à l'arrêté ministériel du 15/02/2016.
MTD 21 : Appliquer la totalité des techniques indiquées ci-après, dans le cadre du plan de gestion des accidents afin d'éviter ou de limiter les conséquences environnementales des accidents et incidents	Le site dispose d'une clôture périphérique, d'une voie permettant la circulation des pompiers, d'extincteurs, de réserves de terres de recouvrement. Le site est maintenu fermé jour et nuit.
MTD 22 : Utilisation de déchets au lieu d'autres matières pour le traitement des déchets	Non concerné
MTD 23 : Appliquer les deux techniques afin d'utiliser efficacement l'énergie	La consommation énergétique n'est pas une problématique majeure pour le site, le stockage de déchets n'étant pas coûteux en énergie.
MTD 24 : Développer au maximum la réutilisation des emballages dans le cadre du plan de gestion des déchets afin de réduire la quantité de déchets à éliminer	Non concerné

La remise en état des casiers respectera les dispositions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'aménagement final inclut une remise en végétation de l'ensemble du site.

5.9 Les garanties financières

Le projet est soumis à l'obligation de garanties financières, ce qui est d'ailleurs le cas pour l'exploitation actuelle. Dans le cadre du présent projet de rehausse, le tonnage réceptionné sera de 20 000 t/an au maximum. Pendant la phase de rehausse de 2024 à 2030, le montant s'élèvera à 1 430 115 € TTC (indice TP01 d'août 2022 : 842,3).

6 - Prévention des risques accidentels

L'identification des potentiels de dangers, menée par l'exploitant, est basée sur l'accidentologie, la dangerosité des produits, les quantités présentes et les conditions d'exploitation.

L'amiante présente uniquement un risque dû à l'inhalation de fibres. Les casiers de stockage présentent ce risque d'inhalation, uniquement en cas d'incident. Au vu des précautions prises (conditionnement strict, procédure de déchargement...), l'exploitant n'a pas retenu les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante en potentiel de dangers lié aux produits, ces déchets étant apparentés à des substances inertes, non évolutives, non combustibles, non inflammables et non explosives.

Il a uniquement retenu la cuve de gazole non routier et les produits d'entretien.

L'analyse préliminaire des risques a été réalisée sur 5 scénarii :

- rupture de conditionnement des déchets lors du déchargement au niveau du casier de stockage,
- inflammation au niveau du casier de stockage
- fuite d'une benne de transit des déchets d'EPI
- rupture du conditionnement lors du déchargement au niveau d'une benne de transit des déchets d'EPI
- fuite au niveau du réservoir de carburant.

L'analyse des risques n'a pas mis en évidence de scénario majeur.

Les moyens d'intervention sur le site sont les suivants :

- d'un stock de terre permettant de recouvrir au plus vite un début d'incendie et par conséquent d'asphyxier le foyer par manque d'oxygène ;
- une réserve d'eau disponible en permanence dans les bassins des eaux de ruissellement ;
- des extincteurs.

7 - Avis de l'Autorité environnementale

L'Autorité environnementale n'a pas émis d'avis dans les délais impartis.

8 - Consultations

8.1 Consultations réalisées pendant la phase d'examen

Conformément aux dispositions des articles R.181-18 à R.181-33, les consultations prévues pour la demande d'autorisation environnementale déposée ont été réalisées. Ces consultations, et leurs principales conclusions, sont listées dans le tableau ci-dessous.

Services	Références réglementaires	Synthèse de l'avis émis
Collectivités territoriales intéressées dont conseils municipaux	R.181-38	(consultation ultérieure)
DDT		<p>Courrier du 16/03/2023 : Avis favorable</p> <p>- Au niveau de l'assainissement :</p> <p>Une observation sur la qualité de l'étude d'impact (non réhabilitaire et sans attente de compléments) : dans le chapitre 2.2.2 rejets, le calcul d'acceptabilité des rejets du site doivent être faits sur le ruisseau de Richardais (masse d'eau FRGR1124) et non sur l'Oudon ; de plus, les concentrations de l'arrêté préfectoral du 15/02/2019 s'appliquent aux rejets du site mais pas à la qualité du Ruisseau (points de suivi amont et aval) : ce sont les valeurs du bon état écologique qui doivent être respectées.</p> <p>Mail du 15/02/2024 : Compte tenu de la difficulté d'avoir des informations sur le ruisseau de Richardais, et bien que le bureau d'étude aurait pu proposer des estimations du débit à partir des données existantes sur une autre masse d'eau similaire, il n'y a pas de prescriptions spécifiques complémentaires à ajouter, les dispositions existantes sur le site semblent suffisantes car aucun impact sur le milieu n'est constaté à ce jour.</p>

Services	Références réglementaires	Synthèse de l'avis émis
SDIS		<p>Courrier du 03/03/2023 :</p> <p>Avis favorable avec les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ permettre l'accès aux secours en permanence ➤ s'assurer que le nombre et la qualité des moyens de secours internes sont adaptés à l'activité et à la taille de l'établissement ➤ assurer la défense extérieure contre l'incendie par un poteau d'incendie de 100 mm de diamètre raccordés sur une canalisation assurant un débit de 1000 l par minute, sous une pression dynamique de un bar, et implanté à 100 m au maximum du ou des bâtiments par les voies praticables. Ces appareils devront être situés en bordure de voie ou tout au plus à 5 m de celle-ci et réceptionnés par l'installateur dès leur mise en eau. <p>Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permettrait pas l'alimentation d'un poteau incendie de 100 mm de diamètre normalisé, la défense contre l'incendie sera assurée par une réserve naturelle ou artificielle de 120 m³ conforme aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.</p> <p>Celle-ci répondra aux caractéristiques ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur géométrique d'aspiration ne sera pas, dans les conditions les plus défavorables, supérieure à 6 m - la superficie de l'aire d'aspiration sera au minimum de 32 mètres carrés (8 m x 4 m) - des matériaux durs constitueront l'aire en question - une bordure sera aménagée du côté du point d'eau - une pente douce (2 cm par m) permettra l'évacuation constante de l'eau de refroidissement des moteurs - un panneau signalera cette réserve mise en place (lettre rouge sur fond blanc précisant réserve d'incendie capacité 120 mètres cubes) <p>L'implantation de cette réserve sera soumise pour avis à mes services ; sans mettre au maximum la sépareront de l'entrée principale du bâtiment par les voies praticables.</p> <p>Il conviendra de solliciter le groupement des opérations (operations@sdis49.fr) du SDIS de Maine-et-Loire afin de réceptionner ce point d'eau.</p>
Conseil Régional PdL	R.181-38	(consultation ultérieure)
DREAL (SCTE)	R.181-19	(consultation ultérieure)
Maire de la commune d'implantation	R.181-20	(consultation ultérieure)
SAGE Bassin versant de l'Oudon	R.181-22	<p>Courrier du 15/03/2023 : Avis réservé</p> <ul style="list-style-type: none"> - La vérification de présence de l'amiante doit être faite dans les eaux souterraines et dans le ruisseau plusieurs années après l'exploitation du site. Il y a un risque d'oubli des déchets et de dégradation des casiers de stockage. - Il est demandé que le président de la C.L.E. ou son représentant soit convié à la commission locale d'information et de surveillance.

L'avis de l'ARS n'est pas parvenu à ce jour.

8.2 Consultation des conseils municipaux et des collectivités intéressées

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du code de l'environnement, les consultations des conseils municipaux des communes concernées ont été réalisées.

Avis du conseil municipal de Bouillé Ménard (délibération du 12/10/2023)

Avis favorable

Avis du conseil municipal de Segré en Anjou Bleu (délibération du 06/11/2023)

Avis favorable sous réserve de mettre en place un aménagement paysager sur le côté sud du site

Avis du conseil municipal de Saint Quentin les Anges (délibération du 26/10/2023)

Avis favorable

9 - Enquête publique

Conformément aux dispositions des articles R.181-36 à R.181-38 du code de l'environnement, une enquête publique a eu lieu sur le territoire de la commune de Sergé-en-Anjou Bleu du 02/10/2023 au 02/11/2023.

Selon le commissaire enquêteur (CE), l'organisation matérielle de l'enquête a permis de recevoir le public, les courriers et les e-mails. Le CE considère que l'information du public a été réalisée conformément aux exigences prévues par les textes réglementaires.

Au cours de ses vacations, le CE a reçu la visite d'un riverain s'inquiétant de l'impact visuel de la rehausse.

Le président de la CLE (commission locale de l'eau) ainsi que le président du Syndicat du Bassin de l'Oudon ont quant à eux demandé que :

- la vérification de présence de l'amiante soit faite dans les eaux souterraines et dans le ruisseau plusieurs années après la phase d'exploitation du site car selon eux, il y a un risque d'oubli des déchets et de dégradation des casiers de stockage.
- ils soient conviés à la commission locale d'information et de surveillance.

9.1 Mémoire en réponse du pétitionnaire

Suite au déroulé de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a transmis au pétitionnaire la synthèse des observations et questions par celle-ci, en l'invitant à transmettre ses remarques sous 15 jours.

Dans son mémoire en réponse, l'exploitant précise que :

- Concernant l'impact visuel, la topographie naturelle du site présente un dénivelé marqué du Nord-Est vers le Sud-Ouest représentant environ 20 m. La hauteur de stockage de déchets a été définie afin de s'intégrer dans cette topographie actuelle et de ses abords. La hauteur a également été déterminée en fonction d'études techniques notamment liées à la stabilité du dôme final (cf. étude de stabilité en annexe du dossier - pièce VI). L'impact visuel lié à la rehausse du casier est traité au paragraphe « 2.5.1 Effet sur le Paysage et la topographie » de l'étude d'impact (pièce IV du dossier). Le site est actuellement peu visible depuis les alentours compte tenu de la topographie naturelle du lieu d'implantation et des écrans boisés en place. La rehausse sera visible depuis la D180 au sud du site. Des photomontages ont été réalisés afin de comparer le rendu visuel entre l'existant et le projet futur.

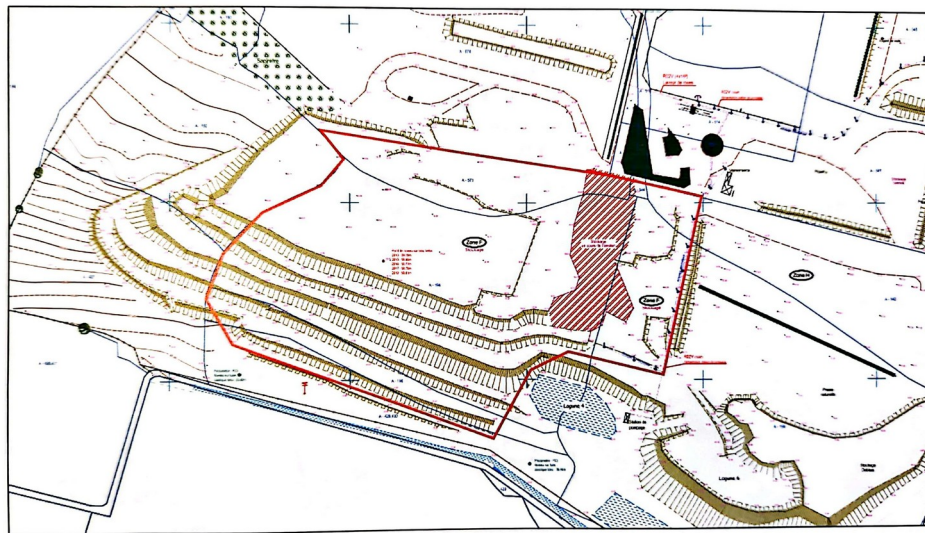
- Concernant la présence de l'amiante dans les eaux souterraines et dans le ruisseau, des mesures de fibres d'amiante sont réalisées depuis plusieurs années dans les eaux de ruissellement qui rejoignent le milieu naturel après passage dans les bassins de collecte du site. Des mesures sont également réalisées dans les eaux souterraines par prélèvement dans les 6 piézomètres du site deux fois par an. Aucune fibre d'amiante n'a été détectée. Le site est autorisé, exploité et surveillé depuis plus de 20 ans. Par ailleurs après sa période d'exploitation le site rentrera dans une période de suivi long terme (15 ans) où des mesures de détection des fibres d'amiante continueront à être réalisées dans les eaux évoquées ci-dessus.

9.2 Conclusion du commissaire enquêteur

Au vu des différents éléments du dossier et des compléments apportés par l'exploitant, le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet de rehausse.

10 - Instruction du porter à connaissance de juillet 2023

La société EPC COLIBRI a pour projet de mettre en place une centrale photovoltaïque d'une puissance totale de 4,99 MWc sur la zone F en post-exploitation de son établissement de SEGRE-EN-ANJOU BLEU. L'emprise de la centrale occupera une surface totale d'environ 2,12 ha, sur les parcelles cadastrées section A n°195, 428p, 194, 544, 573, 199p et 542p.



Emplacement de la zone de stockage

Scanné avec CamScanner

En effet, les terrains exploités en tant que décharges peuvent être ouverts à d'autres activités après l'arrêt des apports sous réserve que la compatibilité entre les activités envisagées et les massifs de déchets soit démontrée. L'implantation de fermes solaires sur ces sites constitue un des rares usages possibles de ces terrains compte tenu de leur exploitation passée.

Dans ce cadre, par courrier du 31 juillet 2023, la société EPC COLIBRI a notifié au préfet du Maine et Loire son projet visant à implanter une centrale photovoltaïque, et nécessitant d'acter la post-exploitation et de modifier l'usage futur de la zone F, ce qui constitue une modification notable au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement des installations de son établissement de SEGRE-EN-ANJOU BLEU.

11 - ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES SUR LE CARACTÈRE SUBSTANTIEL OU NON DES MODIFICATIONS

3.1 - Rappel des références législatives et réglementaires

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L.181-14 du code de l'environnement qui dispose notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L.181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à

tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »

Il convient de considérer une modification substantielle, au sens de l'article L.181-14 susmentionné, si elle satisfait à l'une des trois situations fixées par l'**article R.181-46.I** du code de l'environnement rappelées ci-dessous :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R.181-46 :

« II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45. »

La remise en état du casier en post exploitation, telle que décrite dans l'arrêté préfectoral DIDD n°47 du 15 février 2019 prévoit un enherbage pour un retour à une vocation de pâturage. Conformément à l'arrêté ministériel du 15/02/2016, le site a reçu une couverture végétale. L'entreprise EPC COLIBRI avec l'aide d'ENGIE PV REUTIERE a proposé de mener le projet commun de mise en service d'une centrale solaire photovoltaïque, permettant ainsi de développer un projet économique d'énergie renouvelable.

Conformément à la note de la DGRP du 13 juin 2012 qui concerne « Les modalités d'implantation de centrales photovoltaïques sur l'emprise d'installations de stockage de déchets non dangereux ayant cessé de recevoir des déchets », l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur une ancienne décharge n'est pas considérée comme modification substantielle telle que définie à l'article L.181-14 du code de l'environnement. La modification de l'usage futur de la zone F peut donc être considérée comme non substantielle.

Pour information, une demande de Permis de Construire pour la centrale photovoltaïque de La Reutière a été déposée le 25 juillet 2023 auprès du service en charge de l'urbanisme de la commune de Segré-en-Anjou Bleu et est en cours d'instruction.

A noter que le porter à connaissance fourni par l'exploitant en juillet 2023 est suffisant pour acter du passage en post-exploitation de la zone F et du changement d'usage du site. Néanmoins, des compléments sont attendus afin de pouvoir adopter des précautions particulières à l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur cette installation de stockage. Un projet de courrier de demande de compléments est joint en annexe.

12 - Avis et propositions de l'inspection des installations classées

L'enquête publique n'a pas mis en évidence d'éléments s'opposant à la demande de rehausse.

EPC COLIBRI prévoit d'augmenter la hauteur de stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante d'environ 8 m. L'emprise de la rehausse projetée et le massif de déchets d'amiante associé seront entièrement compris dans celle de la digue périphérique et de la barrière de sécurité passive BSP (fond et flanc) du casier existant. Le volume total autorisé sera de 237 967 m³ contre 113 400 m³ initialement prévus, et le tonnage annuel moyen sera de 16 000 t contre 12 000 t autorisées aujourd'hui. La cote finale initiale de 61 m NGF sera rehaussée à 69 m NGF.

Une étude de stabilité de la digue périphérique et de la rehausse a été réalisée dans le cadre du présent projet. Les résultats obtenus sont conformes à l'objectif de stabilité visé à long terme. Concernant les drains, le calcul de résistance réalisé montre une correspondance entre la résistance mécanique des drains utilisés et la surcharge que représente l'exploitation de la rehausse.

En fin d'exploitation, la couverture finale sera mise en place sur le niveau de rehausse. La structure de couverture sera identique à celle décrite dans l'article 2.2.2 de l'AP DIDD-2019-n°47. Lors de la remise en état, le dôme sera enherbé. Afin de permettre une continuité visuelle, les déchets inertes seront stockés en appui de la rehausse au Nord et à l'Est du casier de stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante. Ce point est repris dans le projet d'arrêté.

Le Conseil Régional consulté le 24/08/2023 n'a pas émis d'avis sur ce projet. Ce site est néanmoins recensé dans le SRADDET et il permet de faire en sorte que le centre de la région apparaisse comme bien pourvu en solution de traitement avec des distances à couvrir inférieures à 50 km pour ce type de déchets.

Concernant l'application des meilleures techniques disponibles sur ce site, il convient de noter que depuis la transmission du dossier de l'exploitant, l'arrêté ministériel du 7 août 2023, publié le 28 octobre 2023, a modifié l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Cet arrêté vise en particulier à identifier et prescrire les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à ce type d'installations afin de disposer d'un référentiel pertinent dans le cadre de la procédure de réexamen IED. Ainsi, l'application des MTD, pour les installations de stockage de déchets non dangereux, dont celles disposant de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, est obtenue par la conformité à l'arrêté du 15 février 2016 modifié par l'arrêté du 7 août 2023. Cet arrêté ministériel modifié est visé dans le projet d'arrêté préfectoral joint.

Concernant la présence de l'amiante dans les eaux souterraines et dans le ruisseau, des mesures semestrielles sont prescrites aux articles 5.4.1 et 5.4.3 de l'AP DIDD-2019-n°47 du 15 février 2019. Par ailleurs, après sa période d'exploitation, le site rentrera dans une période de suivi long terme (pendant 15 ans) où des mesures de détection des fibres d'amiante continueront à être réalisées dans les eaux évoquées ci-dessus.

Une commission de suivi de site est prescrite dans l'article 2.8 de l'AP DIDD-2019-n°47 du 15 février 2019. La composition de cette commission est fixée dans l'arrêté qui l'a constituée.

Pour ce qui concerne la nécessité d'acter la post-exploitation et de modifier l'usage futur de la zone F, ces éléments sont actés au titre 2 du projet d'arrêté. Le projet ne pourra toutefois être mis en œuvre que si les différentes autorisations nécessaires sont obtenues.

13 - Conclusion de l'inspection des installations classées

Les impacts du projet sur l'environnement ont été examinés. Les mesures prévues rendent le projet acceptable au regard des enjeux environnementaux.

En conclusion, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société EPC COLIBRI, sous réserve de l'application des prescriptions ci-jointes proposées.

Concernant le porter à connaissance, l'inspection des installations classées propose de demander au pétitionnaire les compléments précisés en annexe du présent rapport.

La réalisation d'un dossier de demande d'autorisation environnementale relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.

Annexe : Compléments à apporter au porter à connaissance

D'un point de vue technique, le dossier de demande fourni par le pétitionnaire doit s'attacher à analyser la compatibilité entre le programme de suivi de l'ISDND et l'implantation d'une centrale photovoltaïque.

L'exploitant est donc tenu de préciser comment il s'assure de la compatibilité de ce programme avec la centrale photovoltaïque, notamment en matière de :

- tassements,
- stabilité du casier et en particulier des talus,
- drainage et suivi des eaux de ruissellement,
- contrôle des accès du site,
- maintien d'un bon état de végétalisation,
- incidence sur l'efficacité et la pérennité de la couverture finale,
- problème d'érosion.

Il convient aussi de justifier que l'accès aux piézomètres n'est en aucun cas gêné par la disposition des panneaux photovoltaïques, de même que le passage sur les voies de circulation présentes sur le site.

Enfin, l'exploitant doit préciser comment il assure la sécurité incendie, l'organisation des secours et la mise en sécurité du site.